

PCF

Parti  
Communiste  
Français

# L'Humain d'abord

Lettre d'information de militant-e-s de Haute-Savoie du PCF  
Semaines du 8 au 21 avril 2013 – n°121

Une pleine capacité d'initiative

Chaque adhérent-e ou groupe d'adhérent-e-s, chaque instance locale, départementale et nationale du Parti peut prendre toutes les initiatives utiles à la mise en œuvre du projet des communistes. (extrait des statuts du Parti Communiste Français)

## LA RÉPUBLIQUE ASPHYXIÉE Vite, de l'air !

L'un des ministres les plus influents du gouvernement vient d'être emporté par un scandale politico-financier dont personne ne mesure encore la portée. Chaque jour apportant son lot de rumeurs, de nouveaux soupçons, de révélations, l'atmosphère qui règne dans le pays est devenue pestilentielle. Entre écœurement et colère, la République au bord de l'asphyxie a besoin du vent frais de la vérité, du vent vif de la révolte contre le fric, l'arrogance et le mensonge dont Jérôme Cahuzac est devenu le symbole.

Hier héros d'une politique libérale, impitoyable avec les faibles et douce avec les puissances de l'argent, celui-là même qui assénait sans ciller, « la lutte des classes, je n'y ai jamais cru », est devenu l'emblème indigne d'une gauche qui a perdu toutes ses valeurs.

### De quoi Cahuzac est-il le nom ?

Les admirateurs et courtisans d'hier, rejoignant précipitamment la curée, ne nous feront pas le coup du serpent isolé que la gauche, insouciant, aurait nourri en son sein.

Ce dont Cahuzac est le nom, c'est celui du conflit d'intérêts institutionnalisé entre puissances de l'argent et de l'ensemble du monde politique, FN compris, à l'exception du Front de gauche. Ce dont il est le nom, c'est celui de la politique de rigueur et d'austérité exigée par le Medef (voir ci-dessous). Ce dont il est le nom, c'est le mépris du peuple, le mensonge et la résignation.

### Les yeux dans les yeux

Car, et c'est là peut-être le terrible mais précieux enseignement de cette affaire, Cahuzac ne mentait pas moins lorsqu'il prétendait, les yeux dans les yeux, qu'il n'y a pas d'alternative à l'austérité, que lorsqu'il niait, en bloc et en détails, les accusations du site Médiapart.

C'est bien le système de l'argent roi, érigé en table de la loi de la réussite, de la compétitivité ou de la concurrence, qui permet l'évasion fiscale, les paradis fiscaux, les spéculations en tout genre. Oui, le capitalisme corrompt les décideurs pour mieux se mettre à l'abri des foudres des peuples qui n'en peuvent plus.

### Vite, une 6ème République

Comme le Front de gauche l'avait proposé dans la campagne, il faut une nouvelle République, sociale et citoyenne. Or les mesures proposées par le Président de la République sont nécessaires mais ridicules face à l'enjeu.

**Pour les communistes, c'est clair : il n'y aura pas de rétablissement de la confiance perdue sans qu'enfin soient conférés des pouvoirs directs aux citoyens comme aux salariés. Le changement véritable est à cette condition.**

Alors que les mots sont en passe de perdre toute valeur, l'heure est aux actes les plus forts pour inscrire la transparence et la justice au cœur de notre démocratie.

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS – 2 place du colonel Fabien – 75019 Paris – 01 40 40 12 12

PENDANT CE TEMPS LÀ À L'ASSEMBLÉE

...les député-es débattent de la loi dite de « sécurisation de l'emploi », transcription de l'accord signé par le Medef et une minorité de syndicats. Ce serait la pire loi votée contre le droit du travail. Pas un précaire ou un chômeur en moins, mais pour « amadouer les patrons », le CDI intermittent sera créé, ainsi que les mutations forcées et les baisses de salaires contraintes. Il y aura moins de protection pour les salariés, moins de prud'hommes, moins de critères sociaux pour les licenciements. Les complémentaires santé seront livrées aux assurances privées...

La droite ne s'y trompe pas et félicite le gouvernement. Dominique Dord – UMP- va jusqu'à déclarer : « Si nous avons présenté ce projet il y a un an vous seriez dans la rue ».

André Chassaigne, Président PCF du groupe Front de gauche riposte : « Nous considérons que ce sont les élus qui font la loi et ce serait une lourde dérive de la République que la représentation nationale se voie imposer une loi dictée par le Medef . Nous entendons la détricoter pièce par pièce pour montrer aux parlementaires et aux Français sa nocivité. Nous voulons faire bouger les lignes. »

Quand on est de gauche, on ne vote pas une telle régression sociale.

>> En savoir plus sur l'ANI : <http://www.pcf.fr/38086>

**Manifestations dans tout le pays mardi 9 avril**

## Agenda

Réunions de soutien aux Roms les lundis 17H30

Réunions des Indignés

Le mardi 19h30 pique-nique ensemble sur le quai de Chavoire pour montrer notre détermination à utiliser ce quai illégalement privatisé par quelques-uns

Lundi 8 avril 18H30 réunion du Collectif Palestine Salle U.L.-CGT  
12, avenue de la République Annecy

**MARDI 9 AVRIL GREVE CONTRE L'ANI**

**14H MANIFESTATION PREFECTURE D'ANNECY**

**la cgt** **NON** **FO**  
Haute-Savoie  
27 Mars 2013  
**NON** **NON**  
À LA FLEXIBILITÉ  
À L'AUSTÉRITÉ  
Non à la transposition  
de l'accord du 11/01/2013  
dans la loi !  
**MARDI 9 AVRIL**  
**2013**  
les Unions Départementales CGT et FO de Haute-Savoie  
appellent l'ensemble des Salariés (ées) du département

- à **AGIR, à FAIRE GRÈVE, à MANIFESTER** pour renvoyer cet accord scélérat à leurs expéditeurs Sapin, MEDEF, CFDT, CFTC, CFE/CGC
- à **amplifier le mécontentement exprimé le 5 MARS**
- à **refuser un nouveau recul des droits individuels et collectifs aux bénéfices des Patrons**
- à **exiger une rupture avec les politiques d'austérité et de rigueur préjudiciables à l'emploi en qualité et en quantité**

Cette journée doit exprimer un refus de la flexibilité, un refus de l'austérité, l'exigence de réponses nouvelles pour les droits sociaux, l'emploi, l'augmentation des Salaires et des Pensions.

Quant à l'accord du 11 janvier 2013, pour CGT et FO : c'est «retour aux oubliettes» !

Et donc **LE RETRAIT DU PROJET DE LOI !**

**TOUTES ET TOUS ENSEMBLE**  
**RASSEMBLEMENT - 14 H 00**  
**PREFECTURE - ANNECY**

18h30 réunion RESF local FSU 10 rue Guillaume Fichet Annecy

18h30 à 20h au Bar Le Saint Clair à Bonneville : Café-Débat « Les médicaments en question »

Mercredi 10 avril 19h Le Dersim Assemblée Citoyenne d'Annecy

Ciné débat Parnal Thorens, 20h "Sous les pavés, la terre", Jacques Cambon d'Attac74 animera le débat.

20H Alterlocal film Les Nouveaux chiens de garde

20h Complexe Martin Luther King à ANNEMASSE Conférence-débat de GENEVIÈVE COUDRAIS Juriste, membre du comité national de l'AFPS Elle présentera le TRIBUNAL RUSSELL sur la Palestine et la campagne BDS

Jeudi 11 Avril 2013 à 20h30 : Histoire de L'Art par Véronique Bourgoïn au Lycée Hôtelier de Bonneville

Vendredi 12 avril 20 h Salle de la F.O.L. (Fédération des Œuvres Laïques), 3, avenue de la Plaine (face aux Galeries Lafayette) : « La Doctrine sociale de l'Église et la lutte des classes » avec Renée Laurent, secrétaire de la Libre Pensée 73

Mardi 16 avril 20H30 réunion publique Salle Pierre Lamy Annecy  
Présentation d'une architecture alternative pour les Trésums et les marquisats

**Mercredi 17 avril 20h30 La Turbine – Cran-Gevrier**  
**Projection du film de Gérard Mordillat Le grand retournement**

UN FILM DE GÉRARD MORDILLAT  
**LE GRAND RETOURNEMENT**  
D'APRÈS LA PIÈCE DE FRÉDÉRIC LORDOON "D'UN RETOURNEMENT CAÛTRE, COMÉDIE SÉRIEUSE SUR LA CRISE FINANCIÈRE" ÉDITIONS DU SEUL  
"QUI SÈME LA MISÈRE, RÉCOLTE LA COLÈRE"  
www.juliansdistribution.com

Suivi d'un débat sur le Thème : L'alternative à l'austérité  
c'est possible

Animé par Gilles Ravache membre du Conseil National du  
PCF



**NON À L'AUSTÉRITÉ ET AU CHÔMAGE**  
**UNE ALTERNATIVE EST POSSIBLE !**  
**IL FAUT GOUVERNER POUR L'EMPLOI !**

Jeudi 18 avril 18H30 réunion du Mouvement de la Paix local FSU  
10, rue Guillaume Fichet Annecy

Vendredi 19 avril Contre la répression antisyndicale  
pour la Liberté d'expression  
Rassemblement dès 8 H00 Palais de Justice - Annecy

## François Hollande totalement déconnecté des urgences sociales (Pierre Laurent - PCF)

Ce n'est pas le laborieux exercice de justification de ses choix politiques auquel s'est livré ce soir le Président de la République qui peut convaincre le pays. Tout le monde voit que l'austérité mène à l'échec ici comme dans toute l'Europe. Mais le Président persiste et signe. Pire, il annonce une année 2013 de hausse continue du chômage, un nouvel allongement de la durée de cotisation des retraites, et sur l'Europe il propose d'aller plus vite dans les sanctions infligées aux peuples en prenant Chypre comme exemple !

Les mots de François Hollande sont restés totalement déconnectés des urgences sociales et des solutions nouvelles nécessaires. Rien de ce que nous avons entendu n'est de nature à rassurer les Françaises et les Français qui souffrent et ont plus que jamais besoin du changement pour lequel ils ont voté.

Il a vanté l'accord sur l'emploi signé par le Medef et trois organisations syndicales minoritaires en continuant à masquer les graves reculs des droits sociaux qu'il contient. Alors que débute dans 4 jours à l'Assemblée nationale la discussion sur ce projet majeur, on attendait du Président qu'il s'explique ! Rien de cela. Résultat, on s'apprête à faciliter encore les licenciements alors que le niveau de chômage bat tous les records !

Puisque le Président de la République ne veut rien changer à sa politique, rien entendre de la colère qui monte, j'appelle, au nom du Parti Communiste Français et du Front de Gauche, les forces du changement à entrer massivement dans l'action pour exiger un changement de cap, pour dire stop aux politiques d'austérité, stop aux licenciements, stop à la casse du code du travail et des services publics.

La semaine prochaine dans tout le pays, nous irons à la rencontre des salariés pour dénoncer les dangers du projet de loi gouvernemental sur l'emploi et demander le vote de la proposition de loi que nous avons déposée pour interdire les licenciements boursiers. La journée d'action syndicale interprofessionnelle du 9 avril a tout notre soutien. Elle doit être le prochain grand rendez-vous de la mobilisation populaire.

## Hollande/choc de simplification : prestation « simplement choquante » (Olivier Dartigolles)

Hier, en écoutant François Hollande, j'ai d'abord pensé qu'il s'agissait, non pas d'une adresse du chef de l'État à l'ensemble du pays, mais de l'introduction à un séminaire en direction des chefs d'entreprise. Puis, le président a enfilé le costume d'un commissaire européen, technocrate et tellement éloigné des préoccupations populaires et des réalités du terrain.

Voilà 6 mois, depuis septembre dernier, que le président ne s'était pas adressé aux français. Six mois au cours desquels les mauvaises nouvelles se sont accumulées. Six mois où le changement annoncé au printemps dernier a connu un hiver particulièrement rigoureux. Qu'en reste-t-il ? Six mois d'une politique gouvernementale qui, dans ses choix en matière économique et sociale, s'est inscrite dans le prolongement des dernières années. Sans innovation pour une sortie de crise. Sans rupture avec ce qui conduit à l'échec.

Les communicants de l'Élysée avait annoncé un énième exercice de pédagogie et d'explication. Nous y avons eu droit. Mais, face aux doutes et aux mécontentements, dans un climat particulièrement lourd, le président a tout simplement oublié qu'une écrasante majorité de la population attendait de sa part une prise en considération du réel. Patience... vous aurez le « choc de simplification ». La prestation de François Hollande hier soir était, quant à elle, simplement choquante.

## Conférence de presse de Pierre Laurent

La conférence de presse que tiendra Pierre Laurent lundi 8 avril à 16h sera retransmise en direct sur le site du Parti : [www.pcf.fr](http://www.pcf.fr)

## "Une régression historique du droit du travail" Intervention d'André Chassaigne sur le projet de loi de "sécurisation de l'emploi"



Le 2 avril dernier, lors de la présentation à l'Assemblée nationale de la loi transcrivant l'Accord National Interprofessionnel - cet ANI qui nous veut du mal - André Chassaigne, président du groupe Front de gauche, interpelle le gouvernement et les parlementaires sur son caractère régressif. Parlant d'un "véritable coup de poignard dans le dos des salariés et d'une régression historique du droit du travail" et citant le juriste du travail Laurent Garrouste « la transposition de l'ANI en loi signifierait une nouvelle avancé vers un régime du travail extrêmement régressif politiquement et socialement ». « Un coupe-gorge » comme disait récemment un membre du Bureau national du PS.

Près de 4500 amendements avaient été déposés par les parlementaires communistes et du Front de gauche vent debout contre ce projet de casse du droit du travail sécurisant plus les licenciements que les emplois et rejeté par la CGT et FO, les deux centrales syndicales majoritaires.

Des députés qui ne manquent pas non plus une occasion de rappeler que c'est à eux de faire la loi ! Pas au Medef...

L'intégralité de l'intervention d'André Chassaigne : démontage de "la publicité mensongère" quant à la portée de la loi pour sécuriser l'emploi. Égrainant les reculs et "tartuferies" contenus dans cette loi ici : <http://www.pcf.fr/38162>

## Affaire Cahuzac : « l'heure est à la mobilisation des forces du changement » (Pierre Laurent)

Face aux développements de la crise politique provoquée par l'affaire Cahuzac, l'heure est plus que jamais à la mobilisation des forces de changement, comme je l'ai indiqué, à plusieurs reprises, ces dernières semaines.

Jean-Luc Mélenchon a proposé, ce matin sur France Info, d'organiser une marche citoyenne pour la VIe République, le 5 mai prochain. Les instances du Front de gauche auront à se prononcer sur cette proposition. Pour ma part, j'accueille favorablement l'idée de cette marche, dont les objectifs doivent être précisés, avec la volonté de permettre à toutes celles et ceux qui dans le pays veulent ouvrir la voie à une politique de gauche de se rassembler.

Le PCF tiendra lundi 8 avril, une réunion exceptionnelle de son comité exécutif national, à l'issue de laquelle je présenterai nos propositions dans une conférence de presse à 16 heures. Nous réunirons également en urgence, un conseil national du PCF, le samedi 13 avril 2013.

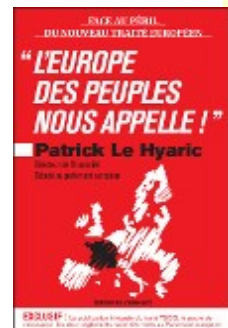
Présidentielle & législatives 2012  
Pierre Laurent, secrétaire national du PCF

**A lire**  
Le programme du Front de Gauche.  
Demandez-le aux militants PCF : 2€.

Patrick Le Hyaric, directeur de l'Humanité et député européen, décrypte les menaces du nouveau traité européen.

Le programme du Front de GAUCHE et de son candidat commun Jean-Luc Mélenchon  
L'humanité d'abord

EXCERPT FROM THE...  
"L'EUROPE DES PEUPLES NOUS APPELLE !"  
Patrick Le Hyaric  
Député européen  
Décode les menaces du nouveau traité européen.



## François Hollande au Maroc : une occasion ratée

Le voyage du Président François Hollande s'inscrit dans la continuité de ceux de ses prédécesseurs, de Jacques Chirac à Nicolas Sarkozy. Une nouvelle fois, la monarchie marocaine s'est vue adoubée par la République française pour sa « volonté réformatrice » et les « pas accomplis vers la démocratie ». Pourtant, personne n'ignore que le système que génère le royaume marocain est réputé pour sa corruption, les inégalités sociales, une jeunesse sans avenir, un système éducatif en berne, et des atteintes répétées au niveau de vie des plus pauvres.

Le Makhzen s'appuie, pour se maintenir au pouvoir, sur un système répressif, qui laisse peu d'espace à la critique, qui conduit en prison des militants syndicaux, des droits humains et des journalistes mais qui ne peut empêcher la montée des protestations sociales. François Hollande a préféré taire cette réalité qu'il connaît, et a choisi, dans le dossier du Sahara occidental, de conforter son allié marocain, en soutenant son plan d'autonomie contre les résolutions de l'ONU et les recommandations de son secrétaire général pour le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui. Peuple en lutte pour sa libération dont plusieurs de ses militants viennent d'être condamnés à de très lourdes peines de prison, sans réaction des autorités françaises.

Décidément, la voix de la France a du mal à sortir du seul discours hérité d'une vision dépassée de ses rapports avec ses anciennes colonies. Les peuples du Maghreb attendent de notre pays des relations de coopération et de respect mutuel. A quand une nouvelle politique de la France vers cette région pour en faire un espace de solidarité, tourné vers la construction d'un partenariat méditerranéen du développement mutuel. C'est aux forces progressistes de ses peuples d'ouvrir cette voie nouvelle. C'est le choix du Parti Communiste Français.

N° 356 - DU 28 MARS AU 3 AVRIL 2013

**L'HUMANITÉ DIMANCHE**

**KSJHGJK**  
Cette crise révèle les objectifs des gouvernements libéraux P. 7 et 70

**OVITEDER**  
Cette crise révèle les objectifs des gouvernements libéraux P. 7 et 70



**VERS UN MAI 68 DE DROITE?**

Mariage pour tous, chômage : la droite surfe sur le dessarroi pour tenter d'imposer un modèle libéral pur et dur. Explications

**TV**  
TOUS LES PROGRAMMES DE LA SEMAINE

+ NOTRE SÉLECTION

## La PMA ne doit pas être enterrée (Ian Brossat - PCF)

Ce jeudi 4 avril, le projet de loi relatif au mariage pour tous sera examiné par le Sénat.

Le vote à venir en faveur du mariage pour tous est une date importante pour tous les militants de l'égalité des droits. Il actera la fin d'une discrimination significative qui touche les couples homosexuels.

Pourtant, l'inquiétude est grande en ce qui concerne la Procréation Médicalement Assistée (PMA), notamment depuis les récentes déclarations de François Hollande sur France 2 qui a semblé enterrer cet engagement de campagne.

Le combat contre les discriminations ne se fait pas au compte-goutte. La justice ne se gagne pas à moitié ou à mi-chemin. Face aux réactionnaires de tout poil, la gauche n'a rien à gagner à baisser la garde. Le PCF est plus que jamais déterminé à obtenir du gouvernement un engagement ferme en faveur de PMA pour les couples de femmes, aux côtés des associations et des familles.

## Marie-George Buffet était l'invitée de Parlement Hebdo sur Public Sénat



Marie-George Buffet, sénatrice de Seine-saint-Denis, était l'invitée de Parlement Hebdo le 29 mars 2013 sur Public Sénat.

Au menu : réactions à l'intervention du chef de l'État - ANI - Congrès du PG ou encore mariage pour tous.

A voir ici : <http://www.pcf.fr/38096>

## Parisot / précarité : " Medef, ton univers impitoyable" (Olivier Dartigolles, porte-parole du PCF)

Lors de l'université d'été après sa première élection comme présidente du Medef, Laurence Parisot avait eu cette réflexion : « la vie, la santé, l'amour sont précaires, pourquoi le travail échapperait-il à cette loi ». Elle vient de découvrir qu'un mandat à la tête du Medef l'est tout autant.

Le monde salarié ne versera pas une larme sur ce feuillet " Medef, ton univers impitoyable". La guerre de succession est engagée depuis des semaines. Elle aura des conséquences directes sur la prochaine feuille de route de l'organisation patronale, qui, après le pacte de compétitivité et l'ANI, se sent pousser des ailes.

Une chose ne changera pas : la future direction du MEDEF pourra compter sur l'opposition ferme et résolue du PCF et du Front de gauche. Un millier d'amendements sont déposés par le groupe parlementaire sur le projet de loi transposant l'accord national interprofessionnel qui sera discuté à l'Assemblée nationale à partir du 2 avril.

## **Chypre : "La décision de l'Eurogroupe sur Chypre est catastrophique" (PGE)**

A l'occasion de sa réunion à Athènes, le 27 Mars 2013, la Présidence du Parti de la gauche européenne (PGE) a souhaité exprimer sa solidarité avec le peuple chypriote et avec sa lutte contre l'imposition d'un plan d'austérité.

Les évolutions à Chypre signalent une nouvelle phase de l'Union européenne, caractérisée par une escalade de la violence et de l'autoritarisme néo-libéral contre la démocratie et les souverainetés populaires. Chypre n'est pas un cas "à part", ce nouveau plan concerne probablement tous les États surendettés de la zone euro. Le NON du Parlement chypriote, qui contraste avec l'attitude soumise de la droite du Président Anastasiades, a été brutalement attaqué par l'UE et la troïka, qui ont même exigé que le plan B soit adopté sans vote parlementaire.

La décision de l'Eurogroupe sur Chypre est catastrophique, tant au plan social qu'économique : les prévisions parlent d'une "adaptation violente" du peuple chypriote à la misère par des mesures qui conduiront à la perte de 20% du PIB chypriote en six mois!

La passion soudaine des dirigeants de l'UE, pour la lutte contre le blanchiment d'argent est d'une hypocrisie remarquable. S'ils voulaient vraiment lutter contre le blanchiment d'argent et la fraude fiscale, ils auraient dû accepter les propositions répétées de la gauche européenne et des mouvements sociaux pour la suppression des paradis fiscaux et des sociétés offshore, ainsi que la mise en place de taxes sur la circulation des capitaux.

Les conséquences de l'offensive néolibérale, soi-disant "européiste", pousse en réalité les gens vers le chauvinisme, l'extrémisme de droite et le populisme anti-politique. La gauche européenne est fermement opposée à la destruction de l'Europe par la direction de l'UE et les gouvernements néolibéraux nationaux. Elle va intensifier sa lutte pour la formation d'un front social et politique européen de résistance et alternative. Le NON du Parlement chypriote crée déjà une rupture face à la vieille rengaine selon laquelle il n'y a pas d'alternative. La lutte pour la restauration de la démocratie, de la justice sociale et de la souveraineté populaire doit désormais s'intensifier. En ce sens, le PGE soutient la demande de la population chypriote de décider si elle souhaite être soumise à ce plan de destruction ou non, par le biais d'un référendum.

Pierre Laurent, Président du PGE,

Alexis Tsipras, Maïté Mola, Marisa Matias et Grigore Petrenco, vice-présidents du PGE

## **Petroplus/repreneurs : Une très bonne première nouvelle pour les salariés (PCF)**

Hier, les dossiers de reprise pour Petroplus des groupes panaméens Net Oil et libyen Muzuq Oil ont été jugés recevables et seront examinés par le Tribunal de Rouen ces prochains jours.

C'est une très bonne nouvelle pour les 470 salariés de Petroplus qui se battent depuis plus d'un an pour la reprise de leur raffinerie.

Cette décision des administrateurs intervient alors que la raffinerie devrait arrêter son activité au 16 avril.

Malgré de nombreux rebondissements et de multiples renvois du tribunal de commerce, l'intersyndicale n'a jamais renoncé. Cette première victoire est avant tout celle du combat déterminé et tenace des salariés de Petroplus. C'est une nouvelle démonstration de l'intelligence collective des salariés et de leur efficacité dans la défense et le développement de l'outil industriel.

L'existence de 2 repreneurs "recevables" doit, comme l'avait déclaré le Président de la République en début d'année, entraîner un soutien politique fort de l'État pour conforter cet espoir et rendre possible une reprise et un projet industriel garantissant l'emploi et l'activité.

Après cette première victoire, les salariés et la population resteront vigilants jusqu'à la prochaine réunion du tribunal de commerce de Rouen. Le PCF leur apporte tout son soutien.

## **75% : Lobbying des clubs de foot professionnel : insupportable !**

Même si les clubs n'ont pas tous le même train de vie, comment peut-on avoir une telle indécence lorsque l'on sait que certains clubs de foot alignent des budgets annuels de plusieurs centaines de millions d'euros par an, à commencer par le PSG et ses 330 millions d'euros. Faut-il rappeler à toutes celles et ceux frappé-e-s par la crise que les revenus annuels de Zlatan Ibrahimovitch sont de 14 millions d'euros ?

Sous prétexte qu'ils se considèrent comme de simples PME, à ne pas mettre dans le même sac que les grandes entreprises du CAC 40, les patrons des clubs de foot refusent de se sentir concernés par cet effort. Il serait alors bon de leur apprendre qu'une moyenne entreprise est définie par la loi comme une entreprise dont l'effectif est inférieur à 250 personnes et dont le chiffre d'affaires n'excède pas 50 millions d'euros, ou dont le total du bilan annuel n'excède pas 43 millions d'euros. Faut-il rappeler qui sont les principaux propriétaires et actionnaires des clubs et de leur richesse ?

Si les patrons des clubs professionnels ne veulent pas être concernés par la taxe de 75% sur les revenus annuels de plus d'un million d'euros, il suffit de décider de deux mesures :

- fixer un seuil pour un salaire minimum et maximum ne dépassant pas un million d'euro par an

- revoir leur statut juridique pour qu'ils ne soient pas considérés comme des sociétés commerciales, mais de réelles entreprises sportives qui s'inscrivent dans une solidarité fédérale avec les amateurs et dont l'objectif est de développer le sport et non leur capital.

## **Une grande marche citoyenne pour la 6ème République le 5 mai à Paris (Front de gauche)**

L'affaire Cahuzac suscite la colère et la nausée. D'une gravité extrême, elle ne révèle pas seulement l'absence de probité et d'honnêteté d'un homme. Elle met à jour, une nouvelle fois, un système oligarchique profondément néfaste, une démocratie à bout de souffle, la collusion grandissante entre les hautes sphères financières et celles de l'État. Il faut mettre fin au règne de la finance.

L'heure n'est pas au bricolage mais à la réorientation de la politique du pays et à la refonte du cadre institutionnel. Au moment où le gouvernement demande au plus grand nombre de se serrer la ceinture et après l'intervention télévisée d'un Président qui confirme son cap visant à ne rien changer, cet épisode misérable précipite la crise politique.

Le Front de Gauche est engagé dans la bataille contre l'austérité à l'image de sa campagne "pour une alternative à l'austérité". Il participera à la manifestation du 9 avril contre l'ANI, appelle les parlementaires à ne pas retranscrire dans la loi cet accord minoritaire. Dans l'immédiat, il exige la suspension du débat parlementaire sur ce texte pour légiférer en urgence contre le pouvoir de la finance, contre les paradis fiscaux, y compris en Europe, contre les conflits d'intérêt. Il faut des contrôles, des normes nouvelles, et pas seulement des appels à la morale individuelle, des moyens financiers pour faire face à la fraude fiscale.

La défiance des citoyennes et citoyens à l'égard des responsables politiques atteint son seuil critique. L'oligarchie croit en sa toute puissance, en son impunité. C'est pourquoi la réplique doit être forte et claire. Le Front de Gauche défend la perspective d'un processus constituant pour une nouvelle République. Redéfinir les règles sociales et démocratiques est le moyen pour que le peuple reprenne le pouvoir. La VIe République visera à élargir le socle des droits, à étendre la souveraineté populaire, à favoriser la démocratie sociale.

Face à l'accélération de la crise sociale et politique, le Front de Gauche assumera toutes ses responsabilités pour que la colère légitime débouche sur l'espoir et la transformation sociale. Le Front de Gauche propose à toutes les forces et les personnes qui ont voulu le changement en mai dernier et plus largement au peuple, contre la finance et l'austérité, de participer à une grande marche citoyenne pour la 6ème République le 5 mai à Paris.

## **Fraude : Le « système » rattrape Le Pen**

<http://www.humanite.fr/politique/le-systeme-rattrape-le-pen-519546>

L'avocat Philippe Peninque, qui a ouvert le compte en Suisse de Cahuzac, est aussi un proche du Front national.

L'opération « mains propres » de Marine Le Pen, les Ardennais en rient encore. En visite mardi dans cette terre marquée par la désindustrialisation, la présidente du Front national voulait récupérer à son compte l'affaire Cahuzac. « Nous n'avons pas d'amis chez les journalistes, chez les grands patrons, dans la grande finance ou les laboratoires pharmaceutiques, c'est une garantie que nous pourrions gouverner sans être l'otage de telle ou telle influence. » Déclaration prématurée : quelques minutes plus tard était dévoilée l'identité de l'avocat qui avait ouvert le compte en Suisse de Jérôme Cahuzac. Il s'agit d'un proche de l'héritière du FN.

Philippe Peninque, spécialisé dans les montages fiscaux, ancien du GUD et ami du ministre, est également l'un des conseillers de Marine Le Pen. Employé à rétablir la situation financière du parti après l'échec électoral de 2007 ou à préparer un voyage de la présidente en Russie, c'est un homme précieux pour le parti d'extrême droite. C'est lui qui a appris à sa « grande amie » l'existence du compte en Suisse du ministre : « Je lui ai dit que j'étais ami avec Jérôme Cahuzac », et que « j'avais ouvert ce compte », expliquait récemment le banquier officieux du FN, qui se serait bien passé de cette publicité, à la Radio-télévision suisse.

Marine Le Pen, dont la famille a longtemps bénéficié du placement en douce, par son père, de l'héritage Lambert en Suisse, enrage d'être prise à son propre jeu : le gouvernement ne pouvant pas, selon elle, ignorer la situation, elle avait réclamé sa démission et la dissolution de l'Assemblée nationale. Un peu vite, semble-t-il.

## **Non, ce n'est pas pour ça que nous nous sommes engagés en politique !**

<http://cenestpaspourcaquenousnous sommesengages.wordpress.com/2013/04/05/non-ce-nest-pas-pour-ca-que-nous-nous-sommes-engages-en-politique/>

Depuis quelques jours, nous avons un goût amer dans la bouche, un ras le bol, une colère sourde. Et surtout cette idée qui revient : ce n'est pas pour cela que nous faisons de la politique.

Notre engagement est d'abord la traduction de nos révoltes individuelles et collectives face aux inégalités sociales qui s'accroissent, à des destins qui semblent s'écrire dès le berceau, face à l'appropriation par quelques uns des biens communs, face à un racisme qui perdure, face à des injustices flagrantes telle celle qui fait qu'être née femme en France signifie encore toucher 27% de salaire en moins.

Nos révoltes sont la matière première de notre engagement. Mais si nous avons un jour décidé d'adhérer à un parti politique, c'est qu'à cette révolte s'est vite greffée une conviction profonde : ces situations économiques et sociales, ces inégalités ne sont pas le fruit du hasard ou la faute à pas de chance. Elles sont la conséquence d'un système économique et social, et résultent de choix politiques. Le monde dans lequel nous vivons est le résultat de la volonté et de l'action humaine. Des femmes et des hommes peuvent faire d'autres choix et notre action collective peut produire autre chose. C'est ce qui fait, à nos yeux, la valeur et l'intérêt de l'engagement politique : il constitue le meilleur outil dont nous disposons collectivement pour transformer la société.

C'est donc aussi pour cela que la situation nous met en colère : ce qui se passe renvoie une image de l'engagement politique qui va à l'opposé de la nôtre, à l'opposé de ce en quoi nous croyons.

La politique, c'est d'abord l'expression de la volonté et de la souveraineté des citoyennes et citoyens. La démocratie est un bien trop récent et trop précieux pour que nous le laissions s'affaiblir, que ce soit par des choix politiques ou par des fautes individuelles, sans réagir.

Notre conception de la politique, c'est celle qui place avant toute chose le service de l'intérêt général. C'est l'idée que la culture et l'action publique permettent d'agir contre les essentialismes, d'interroger les évidences et la pensée unique. La politique, c'est affirmer que nous pouvons changer le réel pour retrouver le sens du progrès.

C'est par des combats politiques que la gauche et les mouvements sociaux ont obtenu des avancées majeures pour chacune et chacun d'entre nous : congés payés, sécurité sociale, droit à la retraite, SMIC, parité, 35 heures, CMU ou mariage pour tous demain.

En rejoignant un parti politique de gauche, en acceptant d'exercer des responsabilités, ce sont des batailles comme celles-là pour lesquelles nous nous sommes engagés. Faire de la politique, c'est pour nous s'inscrire dans l'histoire continue des luttes pour l'émancipation. Et cette idée nous enthousiasme.

Nous voulons verser au pot commun de la gauche notre énergie et notre détermination. Parce que nous croyons qu'un autre chemin est possible : une autre politique, qui repose sur le service désintéressé de l'intérêt de nos mandants, une politique qui vise à faire progresser les protections collectives, les conditions d'existences, à rapprocher les citoyennes et citoyens, à relever utilement et positivement les immenses défis – notamment écologiques – qui sont devant nous.

Les affaires récentes creusent un peu plus le désespoir. Nous refusons de laisser le « tous pourris » s'installer dans les esprits. Il ne correspond pas à la réalité des élues et élus, des militantes et militants qui agissent avec éthique chaque jour pour l'intérêt collectif. Ce désespoir n'est pas apparu cette semaine et n'est pas uniquement lié aux « affaires » : il trouve ses racines dans les inégalités sociales qui traversent nos sociétés. Il est également alimenté par le lancinant refrain, selon lequel qu'il n'y aurait aucune alternative possible. Ce refrain mensonger, qui ne cesse de tourner en Europe, selon lequel les politiques d'austérité seraient les plus efficaces pour nous sortir de la crise ou qu'elles seraient les seules possibles.

Du désespoir de l'action publique ne peut naître que la détresse et le repli. Nous savons que seule l'extrême-droite prospère sur ce terreau.

Nous pouvons contribuer à montrer qu'il existe une autre voie. Nous devons redonner espoir dans l'action politique, réenchâter l'engagement collectif. Ils sont les instruments dont chacune et chacun peut se saisir pour faire progresser ses droits et construire un monde dans lequel les générations suivantes vivront mieux que la nôtre et que les précédentes.

Pour cela, il y a un besoin d'un sursaut, d'un changement profond par des actes politiques forts pour faire reculer le pouvoir de celles et ceux qui ont intérêt au statu quo et à la remise en cause de nos modèles sociaux.

Nous lançons un appel à tous ceux et celles qui aspirent au changement à se réapproprier la chose publique pour contrer le « tous pourris », à redonner tout son sens à l'action politique et faire entendre leurs exigences de démocratie et de progrès social. Nous voulons retrouver et garder ce qui fonde l'engagement politique : la volonté, l'espoir et l'enthousiasme.

Premiers signataires : Pierrick Annot, PCF Kamel Chibli, PS Caroline De Haas, PS Laurianne Deniaud, PS Thierry Marchal-Beck, MJS Cyril Mourin, PRG Marine Tondelier, EELV

## Pour un renouveau démocratique dans une République unie et solidaire

Le 7 avril les alsaciens sont appelés à voter pour ou contre la création d'une collectivité hybride qui cumulerait les fonctions de la région et du département.

Sur quelle base se construirait cette collectivité Alsace ? Une seule, l'Alsace pour les alsaciens entre alsaciens. C'est une rupture fondamentale avec les principes républicains. La République française s'est construite sans référence ni à texte suprême, ni à une ethnie quelconque. Le ciment de la République est fondé sur l'idéal commun d'Égalité, de Liberté et de Fraternité. Pour assurer l'Égalité et la Liberté des citoyens sur l'ensemble du territoire national la République est une et indivisible, laïque, démocratique et sociale. Son organisation décentralisée (article 1er de la Constitution) suppose, pour respecter le principe d'égalité, qu'elle soit la même sur l'ensemble du territoire. En rupture avec ce principe la collectivité unique pour l'Alsace en ferait une collectivité particulière. De plus la création programmée de l'euro métropole de Strasbourg créera en son sein une seconde collectivité dérogatoire au droit général.

La lecture des arguments des partisans de la collectivité unique Alsace est édifiante. Pour eux la nouvelle collectivité alsacienne se construit contre Paris (entendez contre la nation républicaine). Ils envisagent même la constitution d'une région transfrontalière dite du Rhin supérieur, structure pensée par les dirigeants néolibéraux de l'Union européenne.

La proposition de collectivité unique n'est d'ailleurs accompagnée d'aucun projet de développement économique créateur d'emplois, d'amélioration des services publics, de réduction des inégalités, en résumé de meilleures réponses aux besoins des femmes et des hommes qui y vivent. Et pour cause, personne ne croit qu'en regroupant les deux départements et la région, les collèges et les lycées seront mieux construits, les trains TER circuleront mieux, le RSA et l'insertion aideront davantage leurs bénéficiaires, etc. Pour la bonne raison que ce n'est pas son objectif qui est d'accompagner les politiques de réduction des dépenses publiques et de recul des services publics.

Ce projet masque une volonté d'adapter la région à la politique d'austérité, d'adapter les structures régionales à la politique que les marchés financiers et les dirigeants européens veulent imposer aux États et aux populations. Ce projet permettrait l'expérimentation de cette politique.

On comprend pourquoi aucune organisation syndicale ne soutient la collectivité unique, la plupart se prononcent même contre (CGT, FO, FSU, Solidaires).

Le projet de collectivité unique Alsace, accompagne l'austérité et la concurrence entre individus et entre territoires, il participe à construire une société inhumaine. Souhaitons que les électrices et électeurs alsaciens ne feront pas ce choix.

Certains rêvent de s'engager sur la même impasse pour créer une région Savoie qui réunirait les deux départements Savoie et Haute-Savoie qui conduirait en outre à l'éclatement de l'actuelle région Rhône-Alpes. On ne comprend pas comment des régionalistes peuvent envisager la fin de la 2e région de France, 6e région d'Europe sinon parce que leur but ultime est de sortir du cadre de la République française. Non pas parce qu'elle est française, mais parce qu'elle est une République originale. Est français ou peut le devenir quiconque vit là et en partage les valeurs : Liberté, Égalité, Fraternité.

Les quelques défenseurs de ce projet, même s'ils s'en défendent, alimentent des idées détestables. La première est la défiance à l'égard des autres venus d'ailleurs, ce qu'on nomme la xénophobie. Dans un territoire qui reçoit chaque année des millions de touristes cette posture est simplement bête et méchante. La seconde est l'égoïsme qui veut que les départements de Savoie se portant relativement bien ils n'ont pas à payer pour les autres. La troisième veut que si chacun reste chez soi les vaches seront bien gardées. 82.000 hauts-savoyards travaillent en Suisse ! Certes nous aimons les fromages de Savoie mais nous aimons également le picodon de l'Ardèche et aussi les ananas et les bananes.

Le 29 mars s'est tenu au Conseil régional un débat sur le projet de réforme des collectivités territoriales. Aucun groupe politique, aucun intervenant n'a défendu le projet gouvernemental, pas même les groupes Europe-écologie ou socialistes dont les amis sont au gouvernement. Comment en est on arrivé à un projet qui fasse à ce point l'unanimité contre lui ?

Alors que nous nous enfonçons dans une crise du capitalisme mondialisé créée par des décisions politiques qui ont livré nos sociétés aux marchés financiers, aux banques, ce projet ne vise qu'à réorganiser les collectivités locales pour les plier davantage à leurs exigences. Du fait du choix de l'austérité renforcée il se résume à ne répartir entre collectivités que des pouvoirs et financements réduits. Il somme les territoires d'accroître leur compétitivité, leur attractivité. Mais si l'attractivité est l'objectif alors il faut dire ce que l'on veut attirer. D'évidence il s'agit des investisseurs. Rendre un territoire attractif c'est donc les faire venir vers lui plutôt que vers un autre, en leur faisant miroiter des perspectives de profits plus importants. C'est donc la concurrence entre territoires qui est ainsi alimentée. L'expérience est faite, à ce jeu tous les territoires sont perdants et les seuls qui y gagnent sont les investisseurs. C'est ce à quoi veulent jouer les tenants de la collectivité unique Alsace, la région Savoie, la métropole lyonnaise.

Là où il faudrait une action publique renforcée, à la légitimité accrue par une association plus étroite des citoyens, nous sommes devant un projet sans portée transformatrice.

Les communes sont vidées de leurs compétences. La loi de 2010 est maintenue et les communes sont contraintes de rentrer en intercommunalité et les préfets, représentants de l'État central, gardent le pouvoir de l'imposer.

Rien n'est prévu pour favoriser la participation des citoyens, la démocratie participative.

Le développement des services publics, leur extension, leur modernisation et leur démocratisation sont également des questions centrales pour faire reculer les inégalités entre citoyens et entre territoires, pour s'opposer à la marchandisation des activités humaines et ôter à la finance des espaces où elle rêve d'exercer sa rapacité. Le projet du gouvernement n'en dit pas un mot, sur 200 pages.

Il existe pourtant un projet qui n'en doutons pas rassemblerait toute la gauche et au-delà, et créerait l'enthousiasme de toutes celles et tous ceux qui ont voulu le changement au printemps dernier. Ce projet c'est une réforme territoriale de progrès de la démocratie locale, par la démocratie participative, par le développement des services publics modernisés et démocratisés, par la coopération à tous niveaux pour faire reculer les inégalités, par des moyens renforcés pour les collectivités locales.

Gilles Ravache

Conseiller régional

Président du groupe Front de gauche

Membre du Conseil national du PCF

## Mettons un terme à la déroute de l'université

Les sénateurs Dominique Gillot (PS) et Ambroise Dupont étaient chargés de produire un bilan de la loi LRU, cinq ans après sa mise en œuvre. Ils ont présenté leur travail ce lundi. Et le moins que l'on puisse dire, c'est que les faits sont têtus ; elles sont désormais loin, les déclarations enthousiastes que l'on entendait à l'époque ! Les deux sénateurs s'accordent pour reconnaître que la loi n'a pas atteint ses objectifs, de deux points de vue en particulier.

D'abord, la professionnalisation de l'enseignement supérieur et l'ouverture aux entreprises que Valérie Pécresse vantait à tort et à travers n'a en aucune manière aidé l'emploi. Les jeunes diplômés n'ont jamais autant connu le chômage, et ils subissent une vraie déqualification à l'embauche. La loi LRU a fragilisé l'emploi des diplômés, tant en termes quantitatifs qu'en termes qualitatifs. C'est que les chefs d'entreprise ont profité de la mainmise qui leur était proposée sur les établissements d'enseignement supérieur pour dégrader les formations. Ils avaient besoin de travailleurs formés au minimum, éminemment remplaçables et licenciés à tout moment ; ils ont donc « dégraissé » les cursus au profit d'anglais courant, de bureautique, de marketing, ou encore de stages à l'apport pédagogique plus que douteux. Comment s'étonner que des diplômés au rabais soient des obstacles pour accéder à l'emploi, et plus encore pour s'y installer de manière stable, pérenne et digne ? Nous conseillons dès à présent à Geneviève Fioraso de ne pas répéter éternellement les erreurs du passé. La nouvelle loi qu'elle prétend mettre en œuvre dès la rentrée 2013 accorde une place sans commune mesure aux chefs d'entreprise : on ne résoudra pas les problèmes de l'université en la mettant à sac ! Luttons pour remettre l'éducation française sur ses pieds, mettons nos formations hors de contrôle des financiers et des chefs d'entreprise !

Ensuite, l'autonomie des universités, et en particulier l'autonomie budgétaire, a produit un long cortège de désastres. Un tiers des universités sont en faillite, le recrutement de vacataires a explosé au point que 30 % des personnels de l'enseignement supérieur sont aujourd'hui des personnels précaires, les diplômés ont échappé à tout contrôle. Là aussi, le désengagement de l'État au profit des bassins d'emploi locaux et des collectivités territoriales a des conséquences chaotiques. Mais face à ce constat, Geneviève Fioraso, qui n'a vraisemblablement pas lu les rapports parlementaires dont elle a commandé l'écriture, répond par une régionalisation accrue de l'enseignement supérieur... En particulier des résidences étudiantes, qui sont transférées aux régions dans le cadre de l'Acte III de la décentralisation... Avec tous les problèmes de financement que cela implique, et qui vont se ressentir tant sur le montant des loyers que sur la qualité du service et sur l'égalité de traitement des étudiants. En particulier aussi, du point de vue des contenus des diplômes, dont sa loi-cadre dit qu'ils seront décidés à l'échelle des établissements. Les faillites d'université qui se multiplient aujourd'hui ne laissent rien présager de bon concernant la qualité de ces diplômes « à la carte »... Battons-nous pour en finir avec le désengagement de l'État des institutions d'enseignement supérieur, qui les laisse en friche et en fait un obstacle dans la politique éducative de la France. Les étudiants communistes exigent tant la nationalisation du logement étudiant, pour permettre à tous d'étudier dans des conditions sérieuses et pour permettre aux universités d'accueillir leurs étudiants ; que la mise en œuvre de vrais diplômes, nationaux, publics, et financés, grâce auxquels l'enseignement supérieur pourra nourrir le progrès social, scientifique et technique de la France.

Hugo Pompougnac

Secrétaire national de l'UEC

## L'effort institutionnel est constant pour faire taire les voix des penseurs critiques

Tribune publiée dans l'Humanité du vendredi 22 mars, pages 19-20 par Hugo Pompougnac, secrétaire national de l'Union des étudiants communistes

À l'heure où Marx fait son grand retour en librairie, c'est peut-être à l'université que l'on entend le moins parler de son œuvre et de son héritage. Le fait est d'abord frappant en économie. Les conceptions puériles qui ont conduit le monde à la faillite tiennent le haut du pavé, quand les travaux marxistes sont considérés comme des parenthèses folkloriques dans l'histoire de la pensée. Et quoi de plus normal, après tout ? L'offensive néolibérale à l'œuvre depuis le milieu des années 70 a eu besoin qu'on publie des articles pour chanter ses louanges et que des « experts » accrédités viennent en faire la pédagogie sur les plateaux de télévision. Il a fallu et il faut, en un mot, mener la bataille des idées à la source, là où elles sont produites et là où elles sont transmises, c'est-à-dire à l'université.

Dès lors, l'effort institutionnel est constant pour faire taire les voix dissonantes des penseurs marxistes et critiques qui refusent d'enfermer la science dans ce rôle idéologique : on les écarte, on les marginalise, on les prive de financements. Il faut des économistes pour expliquer aux Français que la réforme des retraites est nécessaire, même et surtout si les faits disent l'inverse. Il faut des anthropologues pour désigner les uns comme les boucs émissaires des autres, quand les petits jeux risqués des magnats du CAC 40 enfoncent le pays dans la crise. Il faut des statisticiens pour produire des chiffres, les faire parler et les faire agir. Le livre de chevet de Marine Le Pen, La France Orange Mécanique, n'arrive pas de nulle part. Il faut toute une armada de juristes, de biologistes et d'historiens, pour intervenir dès que le besoin s'en fait sentir : mariage pour tous, réforme de l'éducation, amnistie sociale. Il ne faut surtout pas libérer la parole scientifique, et il faut faire taire les chercheurs critiques.

Les réformes de l'université mises en œuvre depuis le début des années 2000 aggravent encore cet état de fait. Les universitaires sont maintenant dans une telle situation de précarité qu'ils ont besoin d'un courage réel pour s'écarter des préjugés dominants : ils risquent leur carrière, ils perdent des crédits, la porte des institutions se ferme. Stéphane Courtois, chien de garde émérite et contributeur au Livre noir du communisme, déclarait ainsi en 2007 : « L'ensemble de l'université est dans une situation désastreuse qui tient largement à la persistance d'une idéologie communiste au sens large. [...] La loi sur l'autonomie des universités va, je l'espère, débloquent cette situation et faire comprendre aux étudiants où est leur intérêt. » Le ton est donné, la chasse aux sorcières peut commencer.

Il est dramatique que l'université française, dont la tradition d'autonomie vis-à-vis du pouvoir politique a fait les lettres de noblesse, enferme ses travaux dans les préjugés idéologiques. Combien de recherches brillantes, combien de Bourdieu en sciences humaines, combien de prix Nobel, combien de Joliot-Curie en physique sont-ils écartés chaque année parce qu'ils permettent et encouragent le progrès social ? Combien de grandes avancées scientifiques n'auront jamais lieu parce que les crédits, les étudiants et les infrastructures sont attribués à d'épuisants enfantillages sur « la main invisible du marché » ou sur la nature anthropologique du mariage hétérosexuel ? L'éviction des recherches marxistes et la toute-puissance des dogmes institutionnels ont les mêmes effets depuis Galilée : ils fossilisent la science, ils la stérilisent et l'humanité tout entière en pâtissent.

C'est la raison pour laquelle les étudiants communistes organisent la Semaine de la Pensée Marxiste dans tout le pays, cette année du 25 au 30 mars. Nombre de travaux marxistes et critiques exceptionnels sont publiés chaque année. On s'efforce de les faire disparaître sous la poussière ; cette semaine de conférences, de débats et d'échanges a précisément vocation à les mettre en pleine lumière pour nourrir le progrès scientifique et social de la France.

Retrouvez toutes les informations sur nos initiatives sur [www.semaine-pensee-marxiste.org](http://www.semaine-pensee-marxiste.org)



## TRIBUNE: "L'argent qu'on nous vole, c'est l'avenir qu'on nous vole!"

Par Nordine Idir, le 5 avril 2013

Depuis quelques jours, les affaires de scandale financier éclaboussent des dirigeants politiques. Détournements de fonds, évasion fiscale, financements illégaux de campagnes. Ces affaires se succèdent dans les journaux qui font office de tribunal d'exception. Devant ce vomis médiatique insupportable où à l'indignation des uns succède la surprise des autres, on oublie trop souvent le fond du problème.

C'est le système qui révèle sa vraie nature prédatrice. Érigeant l'argent en valeur absolue, il gangrène toute la société jusqu'au cœur de la République, ce système marchandise toujours plus nos vies au nom du profit, de la compétitivité, du « réalisme ». Il révèle aussi et surtout la grande arnaque en ces temps de crise. Oui, l'argent existe, les caisses ne sont pas si vides que ça, les grandes entreprises ne sont pas en si grande difficulté.

Rappelons que le déficit de la Sécurité sociale trouve son origine dans les 40 milliards d'évasion fiscale annuels, les services publics en manque de moyens ou les bas salaires connaîtraient un bien meilleur sort si on osait s'attaquer aux rentes de Liliane Bettencourt (30 milliards !) et des groupes du CAC40 (366 milliards). Ces chiffres qui donnent le tournis s'ajoute cette casse sociale généralisée, cette dérégulation vieille de 30 ans au nom d'une pseudo liberté d'entreprendre source de scandales, de collusion, de copinages et de corruptions. Il faut briser ces liens entre les financiers et les affairistes et la politique ! Notre colère est profonde face à l'arrogance de ceux qui accumulent toujours plus de richesses sur notre dos.

Parce que nous le valons bien

Et l'agression se poursuit. Depuis le 2 avril, se discute la transposition de l'accord national interprofessionnel pour une régression historique des droits des salariés de France. Encore une fois, c'est l'enfumage autour de nos droits et des moyens de financer de grandes ambitions. Le spectacle indécent que nous vivons montre pourtant que l'argent est là ! Les jeunes méritent mieux que ça : il n'y a pas de fatalité aux fermetures d'usine, aux baisses des prestations sociales, à la casse du droit du travail et de nos formations.

Face à l'argent tout-puissant, nous répondons par la solidarité et l'humain d'abord. Nous n'aurons que ce que nous prendrons ! Nous interdirons les licenciements boursiers. Nous gagnerons des conditions décentes de formations pour tous les alternants les stagiaires et les apprentis. Nous refonderons l'école pour que chaque jeune s'éémancipe de la loi du marché dans la construction de son projet de vie. Nous irons conquérir le droit légitime d'intervenir dans les choix de gestions des lycées, d'université, des entreprises. Ce seront les piliers d'une démocratie qui ne s'arrête plus là où commencent la finance et la loi du profit !

Dès le mardi 9 avril, dans la rue, enclenchons le processus pour faire valoir ces exigences et construire un futur digne. L'avenir nous appartient !

Nordine Idir,

Secrétaire Général du MJCF

## Manifestations de l'éducation : Ne PEILLON pas la crise !!!

« La jeunesse sera ma priorité », après le démantèlement de l'éducation nationale, nul n'osera dire que le chantier laissé par la droite était mince. 1 conseiller d'orientation psychologue pour 1500 élèves, 75% des classes de seconde ont plus de 30 élèves, 140 000 exclus de l'Éducation Nationale (ou « décrocheurs ») ...

Alors reconstruire un nouveau système, est bien sûr nécessaire ! Mais après avoir stoppé l'hémorragie causée par les suppression de poste, et reconnu que l'orientation subie est une cause en soi de décrochage, pourquoi ne pas changer de cap et construire enfin la politique ambitieuse que nous appelons de nos vœux ? Pourquoi continuer à réduire la problématique des primaires à de la chronobiologie, pourquoi évacuer la question des moyens, allant jusqu'à accélérer carrément le processus initié dans l'enseignement supérieur et dans le secondaire : régionalisation de l'orientation, régionalisation des formations professionnelles pour qu'elles répondent aux besoins des entreprises.

Comment s'en satisfaire ? Comment ne pas voir, dans ce contexte, que les inégalités sociales vont se creuser, alors qu'il faudrait les combattre ? Comment croire que l'égalité peut prospérer, alors qu'on pousse précisément le système éducatif à épouser les disparités territoriales, alors qu'on laisse le dogme des réductions budgétaires dicter les politiques éducatives ? On veut aujourd'hui rapprocher les formations des exigences des entreprises, mais on connaît leur programme, les étudiant du supérieur et les apprentis n'en ont déjà que trop fait les frais : délocalisations, précarité, chômage... Les apprentis qui vivent leur formation comme une chance inestimable d'apprendre un métier, ont une chance sur deux de se faire jeter avant la fin. Et que nous répond-on ? "Pas de problème, étendons cette réalité, et supprimons les filières qui ne sont pas directement rentables." Alors que le MEDEF a les yeux rivés sur le cours de la bourse, et a fait du pays le triste théâtre de plans sociaux massifs, pourquoi le laisser dicter sa loi, qui connaît son prochain caprice ?

Les jeunes ne comptent pas être une simple marchandise employable et malléable pour les patrons ! C'est pour ces raisons que les Jeunes Communistes manifesteront les 6, 9 et 10 avril prochain !

La précarité n'est pas un métier, ce n'est pas ce que les jeunes en formation attendent d'un service public. Chaque élève doit pouvoir choisir son parcours de formation, pour pouvoir choisir son parcours professionnel. Notre orientation ne doit pas être une variable d'ajustement aux intérêts du patronat !

Nous réclamons :

- Un Service Public National de l'Orientation et d'Information ayant les moyens d'agir sur tout le territoire
- Augmentation du nombre de conseillers d'orientation et assurance de leur formation continue pour que chaque élève puisse être suivi par un professionnel formé.
- Une scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans donnant à tous les jeunes le droit à une formation et à l'État, le devoir de lui en proposer une.
- Un vrai service public national de l'enseignement et de l'orientation, ambitieux, reconstruit sur l'ensemble du territoire
- Pour un vrai pouvoir d'intervention dans nos établissements !
- Pour une vraie formation au droit du travail et à la citoyenneté !
- Un vrai statut protecteur des stagiaires, apprentis et alternants et une rémunération à 100% de l'emploi occupé !
- Un CDI pour tous les jeunes !
- L'augmentation du SMIC à 1700 euros !

## **Visite d'Obama au Proche-Orient: un soutien renforcé à la politique colonisatrice israélienne**

Le président US, Barack Obama, avait prévu depuis sa réélection de se rendre au Proche-Orient. Pour ceux qui pensaient que son 2ème mandat lui permettrait d'être plus offensif auprès de son interlocuteur israélien pour exiger l'arrêt de la colonisation et une vraie relance « du processus de paix » de la part de son homologue israélien, l'espoir aura été de courte durée.

Venu racheter son image auprès de la frange radicale de la population israélienne qui avait été outrée par son discours du Caire (2008) où il désapprouvait la politique de colonisation, tout en continuant à accorder une aide militaire importante à l'État israélien, Barack Obama était venu pour rassurer son allié Netanyahu.

Dans la lignée du veto américain à l'ONU sur la reconnaissance de statut d'État non membre pour la Palestine, malgré le soutien d'une très grande majorité des pays membres, il s'est fendu d'un soutien indéfectible aux intérêts israéliens en déclarant qu' "Israël a le soutien inébranlable du pays le plus puissant au monde".

De passage jeudi à Ramallah, capitale provisoire de l'État Palestinien avec dans ses valises l'espoir d'engager des négociations directes sans gel préalable de la colonisation, il soutient alors « un État palestinien indépendant, viable et contigu. ». C'est peu dire, que l'accueil du peuple palestinien fut « plus que mitigé » et que de nombreuses manifestations ont eu lieu dans toute la Cisjordanie, pour dénoncer une fois encore ce jeu de dupes.

Encouragement à la paix ou aveu d'impuissance ?

Il y a une contradiction fondamentale dans le discours d'Obama. Il proclame une "alliance est éternelle" à un gouvernement israélien nouvellement formé dans laquelle les partisans de la colonisation ont les coudées franches. Le même gouvernement qui prône la poursuite de l'expansion territoriale.

Dans le même temps, il se présente comme voulant travailler à la Paix. On ne le sait que trop bien. Les actes prennent le pas sur les intentions: cela signifie que la situation actuelle est validée, et avec elle la loi du plus fort.

Obama n'a pas dérogé à la règle cette semaine. En fermant les yeux sur la colonisation et l'occupation menées par Israël, il est définitivement dans le camp de ceux qui ne veulent ni la paix, ni la souveraineté du peuple palestinien, ni le respect du droit international.

Pourtant, l'histoire est en marche. De nombreux peuples dans le monde soutiennent la solution à deux États et une Palestine libre, viable et indépendante.

La France et l'Union Européenne ne doivent pas rater le train.

Comme François Hollande pendant la campagne s'y était engagé, il doit reconnaître unilatéralement la Palestine comme État.

Il doit également agir pour que l'Union Européenne suspende l'ensemble des accords économiques et diplomatiques avec le gouvernement israélien, tant que celui-ci ne respectera pas le droit international, ne lèvera pas le blocus de Gaza, détruira le mur et les colonies et libérera les 4.800 prisonniers politiques palestiniens.

Une paix juste et durable est à ce prix.

**Réseau Education sans Frontières 74 - Ligue des Droits de l'Homme - ATTAC 74 - Comité de Défense des Demandeurs d'Asile - Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples 74 - Secours Catholique de Haute-Savoie - Pastorale des Migrants 74**

Annecy, le 3 avril 2013

### **LETTRE OUVERTE A MONSIEUR LE PREFET DE HAUTE-SAVOIE**

Jeudi 21 mars tôt le matin, des gendarmes de la cellule spéciale chargée des étrangers ont bloqué les portes de la résidence sociale de Rumilly gérée par l'ALAP. La Préfecture leur avait donné pour mission de repérer la famille Mehmeti avec ses 5 enfants mineurs, les emmener directement à l'aéroport de Lyon pour les expulser vers le Kosovo. Depuis l'arrivée en France de cette famille en 2009, bien des facteurs étaient réunis pour son intégration : enfants scolarisés de la primaire au lycée, promesse d'embauche pour le père...

Qu'en est-il aujourd'hui de cette famille "débarquée" ?

Qu'en est-il notamment de ses enfants arrachés brusquement à leur environnement ?

Comment répondre aux interrogations de leurs camarades de classe devant leurs chaises vides ?

Parallèlement des parents d'élèves et enseignants de plusieurs écoles nous font part de leur incompréhension et même de leur désarroi face aux menaces d'expulsion rapide qui se précisent pour des élèves ; nous pouvons notamment évoquer l'expulsion prévue d'une femme seule avec 5 enfants scolarisés à l'école Vaugelas et au collège. Cette menace pèse depuis quelques jours sur au moins 15 familles qui, en France depuis plusieurs années, n'ont pas obtenu le droit d'asile mais ont manifesté leur volonté d'intégration ; les 21 enfants scolarisés sont très souvent considérés comme des écoliers volontaires voire exemplaires et n'ont plus de repères dans leur pays d'origine...

La circulaire du 28/11/2012 du Ministre de l'Intérieur précise des conditions de régularisation de certaines familles en France depuis 5 ans et avec enfants scolarisés depuis 3 ans, tout en laissant une large marge d'interprétation aux Préfectures. En Haute-Savoie la mise en œuvre de cette circulaire ne se fait pas facilement pour les familles correspondant à ces critères, et par ailleurs sans aucune tolérance pour des familles qui pourraient y correspondre à quelques mois près, ou dont la situation nous semble devoir être étudiée à titre humanitaire.

A ce tableau nous ne pouvons manquer d'ajouter l'arrêt de la trêve hivernale fin mars et la mise à la rue de 300 personnes logées la nuit durant l'hiver, parmi elles des familles sans papiers avec enfants : 5 d'entre elles avaient déjà été mises dehors au milieu du mois.

Nous ne pouvons comprendre la brutalité des mesures prises à l'encontre de familles qui ont fourni des preuves de volonté d'intégration, que l'on a maintenues trop longtemps dans une situation d'assistance en ne leur donnant pas d'autorisation de travail, qui n'ont causé aucun trouble à l'ordre public, qui ont lutté pendant plusieurs années en espérant trouver enfin une situation sereine dans notre pays.

Face à l'exode actuel provoqué par l'économie en perte de certains pays, nous préférons que l'état mette plus d'énergie et de moyens...

- pour des délais raisonnables sur le plan humanitaire du traitement des demandes d'asile

- dans la lutte contre les passeurs faisant rêver à tort les désespérés

... que dans le renvoi de familles à qui on a laissé croire pendant plusieurs années à un avenir possible en France.

Nous vous demandons, Monsieur le Préfet, de réexaminer avec bienveillance les dossiers des familles concernées actuellement, dont les enfants ne doivent pas être saccagés par des mesures inhumaines.

**Présent à la conférence de presse des organisations de défense des migrants, Gilles Ravache, au nom du PCF, a rappelé que c'est contre cette politique que nous avons voté Hollande et apporté le soutien de la région Rhône-Alpes qui, dans une résolution votée par toute la gauche en 2011, a décidé de prendre sous sa protection les lycéens.**